Résumé exécutif

Evaluation finale du Projet d'Appui à la Filière Halieutique (PAFHa) au Mali

Code Navision : MLI150441T

Convention de délégation N° FED/2016/375-160

Pays : Mali

COTA asbl

Date de remise du rapport final : Août 2024

Cette évaluation a été réalisée dans le cadre de la coopération entre le Mali, l'Union Européenne et la Belgique.

Le rapport a été rédigé par des experts externes indépendants.

Les opinions exprimées dans ce document représentent les points de vue des auteurs et ne sont pas nécessairement partagées par Enabel, la Coopération belge, l'Union Européenne, l'Agence Française de Développement ou les autorités du Mali.

Résumé exécutif

1.1 Présentation de l'évaluation

Le **Projet d'Appui à la Filière Halieutique** (PAFHa) vise à contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali. De façon spécifique, il participe à l'instauration d'**une pêche et une aquaculture durable dans les régions de Ségou et Mopti, génératrices de revenus, de sécurité alimentaire, et de cohésion sociale.**

Il poursuit **quatre principaux résultats** qui visent à **transformer le secteur halieutique en améliorant la gouvernance à travers un dispositif de cogestion et d'observation des pêcheries**, réduisant ainsi les conflits et promouvant une pêche durable. En parallèle, il renforce la filière halieutique en **améliorant la conservation, la valorisation et la commercialisation des produits**, ce qui bénéficie particulièrement aux acteurs locaux comme les mareyeuses. Le développement de l'aquaculture durable constitue également une priorité, avec des investissements dans la **formation et l'adoption de pratiques de production piscicole adaptées**. Enfin, le projet renforce les capacités des services techniques gouvernementaux et des organisations professionnelles, favorisant ainsi une gestion plus efficace et collaborative de la filière. Ces actions combinées visent à assurer une gestion durable des ressources halieutiques tout en renforçant les acteurs locaux et en améliorant les conditions économiques et environnementales du secteur.

Le volet PAFHa du PRORESA, initialement doté de **8 millions d'euros**, a vu son budget augmenter à **16,56 millions d'euros** avec l'ajout du financement de l'AFD en 2020. Le projet intervient dans **les deux régions du centre du Mali, Ségou et Mopti,** considérées comme **épicentre de l'insécurité depuis la crise de 2012**.

L'évaluation vise à analyser **l'atteinte des résultats et des changements souhaités** selon la Théorie du Changement (TdC) et à **comprendre les principaux mécanismes facilitant ou entravant ces résultats**. **Dix questions d'évaluation principales ont été posées**, portant sur les différents critères du CAD de l'OCDE. Elle **couvre la période** de mise en œuvre du projet c'est-à-dire de **septembre 2016 à juin 2024**.

Les **utilisateurs principaux** de l'évaluation sont l'équipe d'intervention d'Enabel, les partenaires de mise en œuvre, Enabel en tant qu'institution, les autorités décentralisées, les partenaires de recherche, les bailleurs (UE, AFD), et l'État malien. Les **utilisateurs secondaires** incluent les bénéficiaires directs et indirects du PAFHa, tels que les acteurs de la filière halieutique et les membres des Conseils de Pêche et d'aquaculture.

L'évaluation finale s'est déroulée en **plusieurs phases** : préparation, collecte de données sur le **terrain du 29 mai au 13 juin 2024**, analyse et rédaction du rapport. La phase de collecte de données a eu lieu à Bamako et dans les régions de **Mopti et Ségou**, avec des entretiens, des focus groups et des observations de terrain. Les consultants ont rencontré divers responsables nationaux et régionaux ainsi que les acteurs locaux impliqués dans le projet. **L'échantillonnage** a été conçu à partir : 1) d'un inventaire des bénéficiaires et de la cartographie des acteurs, 2) et de ce qui est raisonnablement possible d'accomplir/faire dans les temps impartis (pour les évaluateurs et le temps que les acteurs sont à même de consacrer aux entretiens). Il ne s'agit donc pas d'un échantillonnage aléatoire. Les critères ont été essentiellement la pertinence en relation avec les questions évaluatives, l'inclusivité et la représentativité des acteurs.

Au **total, 197 personnes dont 27% de femmes ont été consultées.**

Un atelier de restitution a été organisé à Bamako pour partager et compléter les premiers constats. Enfin, un rapport provisoire a été rédigé et finalisé après réception des commentaires. La confidentialité et le respect des droits des participants ont été assurés tout au long du processus.

1.2 Constats

1.2.1 Constats par critère du CAD

Cohérence	B	La cohérence du projet PAFHa avec d'autres interventions de la coopération belge est renforcée par le sous-groupe thématique « élevage et pêche », réunissant régulièrement les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et le Ministère de l'Elevage et de la Pêche (MEP). Ce cadre facilite la collaboration, les visites sur le terrain et la formulation de recommandations lors de dialogues nationaux pour éviter les doublons. Cependant, des points d'attention méritent d'être pris en compte dans la collaboration avec de nouveaux intervenants comme la Near East Foundation (NEF) et des axes de partenariat sont à renforcer avec d'autres projets tels que Jègè ni Jaba (JNJ) et le Projet pour une paix durable au Mali (PPDM).
Pertinence	A	Le projet PAFHa se distingue par sa pertinence, aligné avec la Politique Nationale de Développement Durable de la Pêche et de l'Aquaculture (PNDPA) au Mali, visant à améliorer les conditions de vie des communautés de pêche et à renforcer le secteur aquacole. Intégré dans les plans de développement des collectivités locales et soutenu par les accords régionaux, le projet facilite la cogestion des pêches, renforçant ainsi les capacités institutionnelles et entrepreneuriales des acteurs locaux. Malgré des défis de couverture géographique restreinte et de ressources limitées, il a réussi à répondre efficacement aux besoins en conservation, transformation et commercialisation du poisson, contribuant à une gestion durable des ressources halieutiques et à la sécurité alimentaire régionale. Par ailleurs, dès l'entame du projet PAFHa à procéder à une analyse des risques[1] et prévoyait en cas d'augmentation de l'insécurité et de l'influence croissante des groupes armés, de déployer une série de mesures de suivi et d'atténuation qui vont de la flexibilité du ciblage géographique et thématique à la collaboration avec des bureaux d'études actifs en passant par l'autonomie des partenaires, l'ancrage du ciblage et des réunions de coordination en zone sécurisée.
Efficacité	B	Le projet PAFHa a démontré son efficacité à travers plusieurs résultats significatifs. Au niveau du **résultat 1**, il a réussi à instaurer avec succès la cogestion dans 12 communes des régions de Mopti et de Ségou, en établissant des conseils de pêche et d'aquaculture fonctionnels ainsi que des conventions locales homologuées. Cela a permis de prévenir et de gérer efficacement les conflits locaux tout en assurant une gestion durable des ressources halieutiques. Le projet a également activé un observatoire pour le suivi des ressources, à travers notamment la dynamisation de la base de données. Cependant à ce stade, l'observatoire doit encore être amélioré et soutenu pour pouvoir contribuer à une meilleure gouvernance de la filière car les outils d'aide à la décision (bulletins trimestriels) ne sont pas encore adaptés au public cible. Au niveau du **résultat 2**, le PAFHa a investi dans la mise en place d'infrastructures portuaires et d'équipements pour la post-capture, incluant la construction et la réhabilitation de ports, de marchés et de magasins, ainsi que l'installation d'unités de glace et de chambres froides. Ces efforts ont considérablement amélioré les conditions de travail et la qualité du poisson traité, réduisant les pertes après capture et prolongeant la durée de conservation, ce qui a eu un impact direct sur les revenus des acteurs de la filière. Le **résultat 3** a été marqué par le succès de la

1 Rapport DTA PAFHa

		pisciculture communautaire, qui a été largement adoptée et a généré des revenus substantiels pour les communautés locales. Cette initiative a non seulement renforcé la sécurité alimentaire en fournissant des protéines, mais a également favorisé la cohésion sociale et la gestion durable des ressources communautaires. En revanche, le soutien à la pisciculture privée (résultat 3) a rencontré des défis avec des résultats mitigés, principalement en raison de comptes d'exploitation peu rentables pour la plupart des pisciculteurs. Cependant, des collaborations avec d'autres projets comme Jègè ni Jaba ont permis d'organiser trois ateliers sur la stratégie de mettre en place des écloseries de proximité, d'adopter des approches pour l'élaboration des comptes d'exploitation et mener des réflexions sur l'exploitation en cages flottantes. Le projet a appuyé la formalisation des pools de producteurs d'alevins, contribuant ainsi à une meilleure organisation et à des résultats améliorés dans certaines régions. Enfin, le **résultat 4** a souligné l'élaboration d'un plan efficace de renforcement des capacités techniques pour les agents de la Direction Nationale de la Pêche -DNP/ Direction Régionale de la Pêche-DRP, ainsi que la satisfaction accrue des acteurs de la filière envers les services rendus par ces structures. Les formations techniques et organisationnelles ont amélioré l'accès aux services financiers, au marché et aux sessions de renforcement des capacités, renforçant ainsi les compétences et les opportunités des acteurs locaux dans le secteur halieutique. Globalement, le succès du projet peut être attribué à une gestion efficace, à des partenariats stratégiques avec des ONG locales bien établies malgré les défis sécuritaires persistants dans les régions ciblées. Ces efforts ont permis d'atteindre la plupart des objectifs fixés, malgré quelques obstacles rencontrés dans la réalisation spécifique du port de Macina et de certaines unités de production prévues.
Efficience	**B**	L'efficience du Projet PAFHa+ a été marquée par des défis liés aux décaissements et à l'adaptation des partenaires aux procédures financières. L'intégration du cofinancement de l'Agence Française de Développement (AFD) a significativement augmenté le budget restant, mais l'arrêt du financement en juin 2023 a impacté négativement l'efficience du projet. Les retards dans la construction du port de Macina et la gestion des risques financiers ont également contribué aux difficultés rencontrées. Malgré cela, le projet a réussi à livrer un nombre important de résultats dans les délais et à maîtriser les coûts, bien que l'extension de la période de mise en œuvre ait été nécessaire pour atteindre les objectifs fixés et le tout dans un contexte sécuritaire très volatile dans la zone d'intervention du projet.
Durabilité	**B**	La durabilité du Projet PAFHa+ est assurée par plusieurs mécanismes clés. La cogestion des ressources halieutiques, formalisée à travers l'adoption de 12 conventions locales et la mise en place de conseils de pêche et d'aquaculture, est renforcée par les contributions des gestionnaires traditionnels et des collectivités territoriales. Cette approche a attiré l'attention de plusieurs partenaires sur le projet comme la Near East Foundation (NEF), le Projet pour une Paix Durable au Mali (PPDM) et le projet jègè ni Jaba (JNJ), garantissant une continuité et une pérennité des actions. La pisciculture communautaire, malgré son succès initial, nécessite des solutions pour réduire les coûts d'acquisition des alevins afin de maintenir son expansion. La gestion déléguée des infrastructures portuaires et des équipements marchands est efficiente et économiquement viable, bénéficiant à

		toutes les parties impliquées. Pour la pisciculture privée, des ajustements techniques et politiques sont cruciaux pour améliorer sa rentabilité future. Enfin, la formation des agents techniques et l'engagement des ONG renforcent la capacité des communautés à assurer la gestion durable des ressources halieutiques, malgré des défis persistants liés à la gestion financière des infrastructures.
Impact	**B**	Le projet PAFHa a démontré sa durabilité à travers plusieurs axes stratégiques. La mise en place des conseils de pêche et d'aquaculture a non seulement amélioré la gouvernance locale en réduisant les conflits et en favorisant un climat social apaisé, mais elle a également contribué à la sécurité alimentaire en augmentant la disponibilité de poisson à des prix accessibles grâce à la pisciculture communautaire. Les bonnes pratiques adoptées par les femmes dans la conservation et la transformation du poisson ont non seulement renforcé leur revenu, mais aussi amélioré la qualité des produits offerts sur le marché. La marque "Ouradi" représente une opportunité économique significative pour les femmes dans le domaine de la transformation. De plus, les nouvelles infrastructures et équipements marchands ont stimulé l'emploi local tout en générant des revenus pour les collectivités territoriales et l' Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Intérieur du Niger (ODPA-DIN) grâce à leur gestion déléguée. Enfin, l'impact sur les écosystèmes aquatiques montre des signes prometteurs de protection accrue, renforcée par un soutien continu en conseil par les agents de la DNP.

1.2.2 Constats par question d'évaluation spécifique pour l'ensemble du programme

Q5 : Dans quelle mesure l'approche multi-acteurs dans un contexte de fragilité et d'insécurité a été un facteur de facilitation (ou de blocage) dans la mise en œuvre des activités et l'atteinte des résultats ?

L'approche multi-acteurs du projet PAFHa+ au Mali a grandement facilité la mise en œuvre des activités et l'atteinte des résultats, malgré certains défis. Ainsi, malgré le risque sécuritaire, le projet a été resilient et a progressivement mis en œuvre les actions en tenant compte de la volatilité de la situation et des objectifs programmatiques attendus du projet grâce à ces partenariats établis. Le projet, aligné sur les stratégies et politiques nationales et sous-régionales du secteur de la pêche, a bénéficié d'un niveau d'engagement élevé des acteurs. La participation active des collectivités locales et des ONG partenaires a renforcé la coordination et la collaboration, permettant une réponse adaptée aux contextes de fragilité et d'insécurité. Cela a permis de répondre efficacement aux besoins locaux, notamment en matière de post-capture et de gestion des ressources halieutiques. Les solutions proposées étaient pertinentes, améliorant significativement les conditions de vie des communautés de pêche.

Cependant, des défis importants subsistent. Les contraintes sécuritaires et budgétaires ont limité la couverture des actions, restreignant l'intervention à seulement 12 communes et 3 cercles, parmi les 225 communes et 15 cercles des deux régions ciblées. De plus, des manquements dans le suivi et la faible coordination des activités avec les services techniques de tutelle ont entravé l'efficacité des mécanismes de suivi et d'évaluation. L'absence de contrepartie financière de l'État pour certaines actions a également posé des défis à la durabilité des initiatives.

Pour améliorer cette approche, il est nécessaire de renforcer la coordination avec les ONG partenaires et de mobiliser davantage de ressources. Une meilleure intégration de l'intercommunalité pourrait également étendre l'impact du projet, en permettant une gestion plus efficace des ressources partagées et en

atténuant les conflits au-delà des frontières communales. Cela permettrait de maximiser l'impact du projet et de garantir la durabilité des actions entreprises .

Q10 : Les objectifs, produits et activités sont-ils en cohérence ou complémentaires avec d'autres projets d'Enabel ou des autres partenaires intervenant dans le domaine de la pêche ?

Le projet PAFHa collabore activement avec d'autres initiatives de la coopération belge, notamment à travers le sous-groupe thématique "élevage et pêche". Ce groupe mensuel favorise les échanges entre partenaires et organise des visites annuelles sur le terrain pour éviter les duplications et proposer des recommandations. Enabel apporte une assistance technique pour garantir cette synergie, soutenant ainsi les actions coordonnées des partenaires dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture. Parallèlement, le PAFHa interagit avec d'autres projets comme "jègè ni Jaba" et le Projet d'Appui au Développement de l'Elevage au Mali (PADL-M) à Mopti, ainsi que le Projet pour une Paix Durable au Mali (PPDM) à Ségou, malgré des rencontres jugées peu fréquentes par les parties prenantes.

Q1 : Dans quelle mesure la mise en place du système de cogestion et d'observatoire des pêcheries, axé sur la revalorisation des us et coutumes, a eu un impact sur l'amélioration de la cohésion sociale et la diminution des conflits dans l'exploitation des pêcheries ?

La mise en place du système de cogestion des pêcheries, axé sur la revalorisation des us et coutumes, a significativement amélioré la cohésion sociale et réduit les conflits dans l'exploitation des pêcheries au Mali. Grâce à une approche participative et inclusive, les communautés de pêcheurs, les collectivités locales, et les autorités administratives ont été impliquées dans la gestion durable des ressources halieutiques. Cette cogestion a permis de prévenir et de résoudre efficacement les conflits, comme en témoignent les résolutions de 93% des conflits à Mopti et 40% à Ségou. Les conventions de pêche négociées et homologuées ont renforcé la confiance et encouragé la réconciliation entre communautés, améliorant ainsi le vivre ensemble. Malgré quelques défis comme l'insécurité résiduelle et la complexité du processus, les résultats positifs observés dans les zones d'intervention du projet PAFHa soulignent l'impact bénéfique de cette approche sur la gestion des ressources halieutiques et la stabilité communautaire.

Q2 : L'approche du PAFHa dans le domaine post-capture a-t-il contribué à améliorer la conservation, valorisation, et commercialisation des produits halieutiques ? Si oui, comment ? Quels sont les facteurs de facilitation ou de blocage ?

Le projet PAFHa a significativement amélioré la conservation, valorisation et commercialisation des produits halieutiques. Il a installé des unités de production de glace à Mopti, Konna et Ségou, malgré des défis d'approvisionnement électrique et de demande excédant l'offre. Les efforts de transformation incluent des hangars de fumage et séchage, et des magasins de stockage à Mopti, soutenant les transformatrices avec équipements et formations. Les infrastructures marchandes réhabilitées et les nouvelles infrastructures du port à Mopti visent à améliorer la commercialisation, bien que certaines femmes mareyeuses hésitent encore à occuper les lieux pour des raisons culturelles et sécuritaires. Les indicateurs montrent des pertes post-capture réduites et une adoption accrue de bonnes pratiques, notamment avec la marque « Ouradi », malgré des défis d'accessibilité financière pour les consommateurs à revenu moyen.

Q3 : L'approche du PAFHa dans la pisciculture communautaire, a-t-elle aidé à améliorer la production piscicole

L'approche du PAFHa dans la pisciculture communautaire a significativement boosté la production piscicole au Mali. En privilégiant la pisciculture extensive et la rizipisciculture, le projet a vu des rendements croissants, atteignant jusqu'à 687 kg/ha contre une base initiale de 71 kg/ha. En 2023, cette initiative a

généré une production supplémentaire estimée à 59 tonnes sur 66 sites. Malgré les défis sécuritaires, les communautés locales ont démontré une résilience remarquable en maintenant leurs efforts dans la pisciculture communautaire et les mises en défens. Ces pratiques durables ont consolidé la sécurité alimentaire et économique dans les zones concernées, marquant ainsi une progression tangible vers la durabilité de la production aquacole au Mali.

Q4 : L'approche du PAFHa, a-t-elle contribuée au renforcement des capacités des acteurs de la filière halieutique ?

L'approche du PAFHa a considérablement renforcé les capacités des acteurs de la filière halieutique au Mali. Le projet a joué un rôle crucial en améliorant l'infrastructure et l'équipement des services techniques gouvernementaux tels que la DNP, l'ODPA-DIN, et le Centre de Formation Pratique en Aquaculture (CFPA) de Molodo, facilitant ainsi un meilleur support technique sur le terrain. De plus, grâce au programme de formation étendu sur huit thèmes clés pour les agents de la DNP et la formation diplômante pour une vingtaine d'agents, le projet a augmenté leur expertise et leur efficacité opérationnelle. Par le biais de G-FORCE, le PAFHa a également structuré et renforcé les organisations professionnelles, favorisant ainsi une collaboration accrue et des pratiques de gestion durable au sein de la filière. Malgré quelques défis persistants comme le retrait de co-financements en 2023 et des résultats mitigés dans certains sous-secteurs, l'approche multi-acteurs du projet a largement contribué à consolider les capacités institutionnelles et opérationnelles nécessaires pour soutenir durablement la filière halieutique au Mali.

Q6: Quels sont les effets non intentionnels du projet (positifs et/ou négatifs) qui peuvent être observés ?

L'intervention a permis aux mareyeuses d'obtenir du poisson frais à moindre coût dans des zones non couvertes par le projet et a inspiré d'autres initiatives de cogestion. De plus, la gestion déléguée d'une fabrique de glace a créé des emplois. Aucun effet non intentionnel négatif n'a été détecté.

Q7 : Dans quelle mesure le projet a-t-il intégré les enjeux liés au genre dans la stratégie de mise en œuvre ? Quels sont les facteurs facilitants ou de blocage? Comment cet aspect pourrait être mieux intégré dans le futur? Est-ce que le projet a réussi à garantir l'accès effectif des femmes aux opportunités créées dans le cadre de sa mise en œuvre, notamment dans le cadre de la conservation, valorisation, transformation et commercialisation des produits halieutiques ?

Le projet PAFHa a intégré les enjeux liés au genre en suivant la stratégie d'Enabel et en développant sa propre stratégie pour l'autonomisation des femmes. Les formations et aménagements ont permis à près de 3 000 femmes de mieux valoriser et conserver les produits halieutiques. Cependant, des obstacles comme les contraintes sociologiques et l'accès limité à certaines infrastructures ont persisté. Pour améliorer cet aspect à l'avenir, il est recommandé de renforcer la représentation des femmes, d'équilibrer leurs rôles économiques et familiaux, et d'améliorer leurs marges bénéficiaires et capacités de gestion.

Q8 : Dans quelle mesure, l'approche du PAFHa a pris en compte les bonnes pratiques environnementales et a permis la protection de l'écosystème dans les zones d'intervention ? Comment cet aspect pourrait être mieux intégré dans le futur ?

Le projet PAFHa a promu des pratiques de pêche durable et contribué à la restauration des écosystèmes aquatiques par des actions comme la cogestion, les mises en défens, la protection des pêcheries et la régénération des bourgoutières. L'implication d'organisations spécialisées comme Wetlands International et CARE international Mali a renforcé l'impact environnemental positif. Cependant, des défis demeurent, notamment la pollution et la concurrence des usagers peu respectueux de l'environnement. Pour une meilleure intégration future, il est recommandé de sensibiliser davantage les communautés aux bonnes

pratiques environnementales, de traiter efficacement les déchets et de valoriser des plantes nuisibles **comme la jacinthe d'eau pour en faire des produits utiles.**

Q9 : Les ressources (financières, humaines, expertises…) ont-elles été allouées stratégiquement de façon à assurer l'atteinte des résultats et les produits en quantité et qualité appropriées aux besoins des groupes ciblés ?

L'allocation des ressources aux différentes activités a été globalement efficiente en dehors de la pisciculture privée qui n'a pas donné les résultats escomptés. Le PAFHa a connu des difficultés dans le décaissement les 2 premières années entrainant des retards sur l'exécution des activités. Il en a été de même en 2023 avec l'arrêt du co-financement qui a impacté négativement cette efficience. Cette situation s'est améliorée avec l'adaptation des partenaires aux procédures financières et la réorientation de certaines activités comme la pisciculture privée et l'ajout d'un résultat sur la cogestion. Malgré ces retards, comme ceux de la réalisation du port de Macina et la mise en place des unités de fabriques de glace à Mopti, de façon générale, le projet a livré un grand nombre d'outputs dans les délais prévus et à des coûts maîtrisés. L'approche de signature des conventions de subsides avec les différents partenaires de mise en œuvre du projet a non seulement permis une gestion efficiente des ressources avec la majorité de ces structures mais a contribué à l'atteinte des résultats en quantité et en qualité avec le bon maillage de la zone d'intervention et des ressources humaines de qualité satisfaisante. Il n'y a pas suffisamment d'éléments pour affirmer ou infirmer que les mêmes résultats auraient pu être obtenus à des coûts moindres.

1.3 Conclusions

C1 - La cogestion et les partenariats établis dans le projet PAFHa soulèvent des questions de replicabilité

Le projet PAFHa a réussi à revitaliser la filière pêche grâce à la cogestion et aux partenariats multiacteurs, générant des résultats concluants. Cependant, la longueur du processus et son coût ainsi que l'anticipation insuffisante des autorités locales pour son appropriation pose un défi majeur quant à leur replicabilité. Bien que l'ONG NEF ait adapté cette approche avec succès dans d'autres communes de Mopti, l'anticipation insuffisante des autorités locales pour porter ces acquis pourrait compromettre la pérennité de ces initiatives.

C2 - Un processus de mise en place des cadres et outils de la cogestion qui peut être dissuasif

La promotion de la cogestion par le projet PAFHa a amélioré la gouvernance locale et mobilisé les communautés, malgré un processus long et coûteux. Cette démarche, bien que porteuse de retombées socio-économiques significatives, pourrait décourager sa diffusion dans d'autres régions en raison de ces défis logistiques et des coûts.

C3 - Des investissements dans les infrastructures et équipements, ainsi que des questions d'arbitrage des ressources qui sont cruciaux pour le développement du sous-secteur de la pêche

Les investissements substantiels du projet dans les infrastructures et équipements ont été essentiels pour dynamiser les activités de la pêche dans les régions couvertes. Cependant, des attentes non satisfaites, comme la non-réalisation du port de Macina, persistent. L'arbitrage des ressources entre les bénéficiaires pourrait devenir une source de conflit, nécessitant une réévaluation de la clé de répartition des redevances pour assurer une gestion équitable et durable.

C4 - Des efforts consentis pour intégrer les préoccupations des femmes mais des défis qui persistent quant à leur accès à la glace et à leur représentation dans les équipes projet, appelant à renforcer leur autonomisation et leur participation

Bien que le projet ait pris en compte les besoins spécifiques des femmes et leur représentation dans les instances de décision, des défis persistent, notamment l'accès limité des femmes mareyeuses à la glace et leur sous-représentation dans les équipes projet. La marque "Ouradi" montre des avancées, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour autonomiser davantage les femmes et accroître leur implication dans les décisions stratégiques liées aux investissements du projet. L'établissement d'un calendrier journalier participatif des femmes pourraient aussi contribuer à mieux concilier les activités professionnelles et leurs tâches familliales.

C5 - Quel avenir pour l'approche multi-acteurs du projet PAFHa ?

L'approche multi-acteurs du projet a été cruciale pour son efficacité et sa réussite, en mutualisant les efforts et en renforçant les capacités locales. Cependant, l'absence de précisions dans certaines conventions de subsides et les défis liés à l'évaluation des capacités des partenaires pourraient compromettre sa pérennité. L'expérience du projet doit être capitalisée tout en améliorant ses stratégies de partenariat pour maintenir sa visibilité et sa pérennisation.

C6 - Des résultats mitigés dans le domaine de la pisciculture semi-intensive et intensive qui mettent en lumière les défis tout en soulignant l'intérêt continu des acteurs pour l'avenir de cette filière

Les résultats mitigés dans la pisciculture semi-intensive et intensive soulignent les défis techniques et organisationnels persistants malgré les appuis institutionnels. Bien que les résultats ne soient pas à la hauteur des attentes, l'intérêt des acteurs pour développer cette filière reste fort. Des ajustements stratégiques sont nécessaires pour améliorer la rentabilité et l'efficacité des fermes piscicoles dans les régions concernées.

C7 - Des efforts de protection des écosystèmes entravés par une valorisation insuffisante des données collectées par le CRRA/IER de Mopti

Le projet a contribué à la protection des écosystèmes aquatiques à travers diverses initiatives, mais la valorisation limitée des données collectées par le CRRA/IER de Mopti est une lacune importante. Pour maximiser l'impact environnemental de ces actions, il est crucial de soutenir les efforts et de mieux intégrer et utiliser ces données pour orienter les futures interventions et politiques de conservation.

C8 - Réduit mais ambitieux, le projet PAFHa a concentré ses succès sur la pêche de capture et la post-capture, tandis que la pisciculture privée n'a pas répondu aux attentes

Malgré des contraintes budgétaires importantes, le projet PAFHa a réussi à obtenir des résultats significatifs dans la pêche de capture et la post-capture grâce à une approche ciblée et efficace. En revanche, la pisciculture privée n'a pas atteint les objectifs fixés, malgré les nombreux essais réalisés. La focalisation sur les activités les plus probantes a permis de maximiser l'impact du projet, mais des ajustements sont nécessaires pour renforcer la viabilité des initiatives piscicoles privées à l'avenir.

C9- La structuration verticale des organisations des acteurs de la filière est arrivée à terme avec la mise en place de l'interprofession au niveau national ; les défis de la fonctionnalité des faitières demeurent et cela nécessite encore un accompagnement pour rendre d'avantages de services à leurs membres

Le PAFHa a certes beaucoup contribué à une meilleure structuration des acteurs au niveau local dans les régions de Mopti et Ségou, mais beaucoup d'autres acteurs interviennent dans le renforcement des capacités organisationnelles des OPP. C'est le cas entre autres des projets JNJ et du PADEL-M qui a facilité la mise en place de l'interprofession poisson au niveau national. Le défi reste la fonctionnalité effective des faitières régionales et de l'interprofession au niveau national à même de résoudre les problèmes d'accès aux intrants, de commercialisation et de financement des sous-projets à travers des accords

interprofessionnels et l'appui de l'Etat avec ses partenaires. Il faudrait à cet effet que i) les membres effectifs des faitières concernés soient représentatifs des acteurs économiques actifs dans la filière et ii) les acteurs à la base et leurs OP se reconnaissent dans la structure et les organes exécutifs des faitières. Les faitières pourront alors être considérées comme des partenaires principaux de la DNP et des différents intervenants dans la filière poisson (ONG, projets et programmes). Le renforcement des capacités managériales et de plaidoyer des dirigeants des OPP doit se poursuivre sous la coordination de la DNP.

1.4 Recommandations

R1 : Etendre le projet à d'autres régions	Conclusion(s) liée (s)	Acteur(s) ciblé(s)	Niveau	Priorité	Type
Etendre le projet à d'autres collectivités dans les régions touchées et vers d'autres localités du pays ayant de bonnes potentialités halieutiques en se focalisant sur la cogestion, la pisciculture communautaire et la post capture.	1 et 8	MEP Enabel NEF PPDM DNP et ses démembrements régionaux et locaux Collectivités territoriales OPP	1	Moyen terme	Stratégique

R2 : Réfléchir à la réduction du temps et des coûts relatifs aux conventions locales et conseils de pêche	Conclusion(s) liée (s)	Acteur(s) ciblé(s)	Niveau	Priorité	Type
Mener des réflexions approfondies sur la manière de diminuer le temps consacré au processus et le coût de mise en place des conventions locales de pêche et d'aquaculture ainsi que sur le fonctionnement des conseils de pêche et d'aquaculture en partant des expériences du projet et de celles de l'ONG NEF.	2	PAFHa en collaboration avec DNP Collectivités territoriales ONG partenaires du PAFHa ONG NEF	1	Court terme	Stratégique

R3 : Rechercher des financements supplémentaires	Conclusion(s) liée (s)	Acteur(s) ciblé(s)	Niveau	Priorité	Type
Rechercher les ressources financières pour l'achèvement des travaux du port de Macina et les unités de productions de glaces restantes.	3	Enabel pays, UE, Etat UE, Enabel Collectivités territoriales Communautés de pêche	2 et 4	Court terme	Stratégique

R4 : Renforcer l'empowerment des femmes	Conclusion(s) liée (s)	Acteur(s) ciblé(s)	Niveau	Priorité	Type
Concevoir et mettre en oeuvre une stratégie d'autonomisation des femmes conçue pour répondre spécifiquement à leurs besoins (gestion de leurs activités, participation à des processus décisionnels ; équilibre vie de famille) via l'engagement d'une personne dédiée.	4	Equipe PAFHa ODPA-DIN Mareyeuses Transformatrices Délégataires/trices Collectivités territoriales	1	Court terme	Stratégique

R5 : Garantir la durabilité de la marque Ouradi	Conclusion(s) liée (s)	Acteur(s) ciblé(s)	Niveau	Priorité	Type
Revoir les calculs de rentabilité socio- économiques et de marketing de la marque Ouradi de manière à assurer une marge confortable aux femmes transformatrices pour la durabilité de la marque.	4	AEDR Associations de femmes transformatrices	1	Moyen terme	Stratégique

R6 : Prendre le lead de la cogestion	Conclusion(s) liée (s)	Acteur(s) ciblé(s)	Niveau	Priorité	Type
Dynamiser le partenariat avec les autres partenaires intervenant dans la filière pour améliorer/consolider l'approche utilisée par le PAFHa dans la cogestion au Mali et accompagner/renforcer les acteurs institutionnels afin qu'ils soient en mesure de prendre le lead.	5	UE, PAFHa+/Enabel, UE DNP ONG NEF PPDM	2 et 4	Moyen terme	Stratégique

R7 : Renforcer la pisciculture privée	Conclusion(s) liée (s)	Acteur(s) ciblé(s)	Niveau	Priorité	Type
Former, équiper et suivre une masse critique de promoteurs de fermes piscicoles et les membres de OPP en pisciculture intensive pour améliorer la production d'alevins et d'intrants dans la zone du Projet.	6	Promoteurs de fermes Membres des OPP Etablissements de formation et de recherche actions en pisciculture	1	Moyen terme	Stratégique

R8 : Capitaliser l'approche multi-acteurs	Conclusion(s) liée (s)	Acteur(s) ciblé(s)	Niveau	Priorité	Type
Capitaliser les expériences du projet en matière de multipartenariat pour des interventions futures (réussites et échecs).	5	DNP PAFHa ONG partenaires du PAFHa	1	Court terme	Opérationnelle

R9 : Intégrer la gestion des ressources en eau par bassin fluvial pour protéger les écosystèmes aquatiques	Conclusion(s) liée (s)	Acteur(s) ciblé(s)	Niveau	Priorité	Type
Prendre en compte la gestion intégrée des ressources en eau par bassin fluvial dans les actions de protection des écosystèmes aquatiques.	7	MEP Ministères chargés de l'environnement et de l'eau Autorités de bassins fluviaux Enabel Bruxelles	2 et 3	Moyen terme	Stratégique

R10: Revoir le staut du CFPA de Molodo pour en faire un centre d'excellence de niveau régional de formation d'agents spécialistes en pisciculture	Conclusion(s) liée (s)	Acteur(s) ciblé(s)	Niveau	Priorité	Type
Mener une réflexion sur la valorisation et de la durabilité des infrastructures du CFPA notamment sur son statut actuel qui ne lui permet pas de réaliser et d'utiliser des recettes internes.	6	MEP/DNP PAFHa IER Ministère de l'Education Nationale	1 et 2	Moyen terme	Stratégique

1.5 Leçons apprises

L1 : L'approche cogestion nécessite un temps long et demande un engagement de toutes les parties prenantes au projet.

La leçon principale tirée du projet PAFHa réside dans la nécessité de prévoir une contrepartie financière de l'État pour assurer la continuité des actions entreprises. Malgré les succès de l'approche de cogestion, qui a permis la signature de conventions communales et renforcé la gouvernance locale, l'absence de soutien financier de l'État pour des actions comme la construction de bureaux déconcentrés ou pour pallier le retrait de financements extérieurs représente un risque significatif. Pour garantir la durabilité de telles initiatives, il est essentiel que les projets intègrent dès leur conception une stratégie d'engagement et de soutien financier continu de la part de l'État, malgré les défis socio-politiques et économiques rencontrés.

L2 : La marque « OURADI » : une série d'enjeux et de bonnes perspectives pour les femmes transformatrices

La leçon principale tirée du développement de la marque "OURADI" réside dans la nécessité de déployer des stratégies commerciales adaptées pour assurer son succès sur le marché. Malgré les efforts déployés pour former les femmes transformatrices aux bonnes pratiques d'hygiène et de fumage du poisson, ainsi que pour faciliter l'accès à du matériel approprié, la marque rencontre plusieurs défis significatifs. Ces défis incluent la résistance aux changements parmi les femmes, attachées à des méthodes traditionnelles malgré leur moindre qualité et hygiène, ainsi que la nécessité de compétir avec d'autres produits moins coûteux sur le marché. De plus, l'accès limité de ce produit aux petits budgets pose un défi pour l'adoption généralisée de la marque par les consommateurs à revenus modestes. Pour assurer la viabilité future de "OURADI", il est crucial d'explorer des stratégies de diversification des produits et des marchés, tout en investissant dans des initiatives commerciales novatrices pour attirer une clientèle plus large et mieux informée sur les avantages sanitaires et qualitatifs du produit.

L 3 : L'approche multi acteurs dans un contexte de fragilité et d'insécurité : atouts, enjeux/ contraintes et perspectives

L'approche multi acteurs ne devient une réalité que quand le projet procède à un bon choix des acteurs chargés de la mise en œuvre. Dans le cas présent, le projet PAFHa a mis en avant une série de critères de choix des partenaires de mise en œuvre qui vont de l'expertise du partenaire dans le domaine d'action à la motivation à assurer la mission en passant par les capacités institutionnelles et organisationnelles, la qualité et compétence du personnel et la connaissance du milieu. Cette approche a permis une résilience du projet dans une zone d'intervention à grands défis sécuritaires; elle a été ainsi à la base des résultats importants obtenus. L'insécurité, les nombreuses rencontres de concertations et les agendas différents des parties prenantes peuvent prolonger le temps de mise en oeuvre de certaines activités.